



## Energie et territoires dans la Région Grand-Est

- Comment la Région peut-elle contribuer à faire baisser le coût de l'électricité ?
- Comment les énergies renouvelables et les territoires peuvent-ils contribuer à la transition énergétique et au développement équilibré de la Région ?

---

**Conférence-débat samedi 30 août 18h00 - Châlons-en-Champagne  
Maison des syndicats Amphi Pelloutier, 1 place de Verdun**

---

Cette réunion associera élus de la Région Grand Est, scientifiques, acteurs du monde agricole, représentants économiques et associations locales, et se déroulera dans un format participatif.

### Ouverture

**Introduction :** *Une loi de programmation pour la France*

**L'Energie en France :** *Données production-consommation / surproduction / subventions / prix de l'électricité*

**L'énergie dans le Grand-Est :** *Données de base / saccage des territoires et déséquilibres territoriaux*

**Les conséquences écologiques**

**Les conséquences sociales**

**Les conséquences pour le secteur agricole**

**Rééquilibrage du développement territorial :** *EnR thermiques/Commande publique locale*

**Une étude d'impact pour répondre aux attentes des Français et du Parlement**

**Conclusion :** *Les choix énergétiques de la France doivent être rationnels. Une étude d'impact s'impose pour minimiser les dépenses publiques pour les prochaines décennies et maîtriser le prix de l'électricité.*

**« Décarbonons sans gaspiller »**

Avec le soutien de



# Intervenants

## Alain Ayong Le Kama



Professeur de sciences économiques (Université de Paris Ouest - Nanterre La Défense) Président de la French Association of Environmental and Resource Economists, Professeur agrégé des universités, en économie, Université de Paris Ouest – Nanterre, La Défense

Thèmes de recherche : Macroéconomie, croissance, économie de l'environnement et du développement durable, économie des ressources naturelles, économie des transports et de la mobilité, économie des politiques publiques.

Directeur l'Axe DDEEP (développement durable, environnement et économie publique) du laboratoire EconomiX (UMR 7235 - CNRS). Président de la section 05, économie, du Conseil National des Universités (CNU). Premier Président de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE : French association of environmental and resource economists).

Membre élu du comité directeur de l'Association française de sciences économiques (AFSE). Conseiller scientifique au ministère de l'Écologie.

## Nicolas Bour



Nicolas Bour, diplômé de l'École polytechnique et de l'École nationale des Ponts et Chaussées, a réalisé plusieurs projets multidisciplinaires complexes en France et à l'étranger dans les secteurs des transports (Tunnel sous la Manche, Métro en Chine,..), de l'énergie ( Centrales nucléaires en Afrique du Sud et en Chine, Barrages hydro-électriques en Chine,..), de l'industrie ( Usine Pechiney à Dunkerque, Cimenteries au Moyen-Orient.) et du bâtiment (Hôpital du Cap,. ) au sein du groupe Spie-Batignolles.

En charge de la maîtrise d'ouvrage du Canal Seine-Nord Europe au sein de Voies navigables de France ( 2004-2020) il a été à partir de 2010 directeur de la Direction des Liaisons Européennes et de l'Innovation de Voies navigables de France et gérant du GEIE Seine-Escaut regroupant Voies Navigables de France (VNF), la Société du Canal Seine-Nord Europe (SCSNE), le Service Public de Wallonie (SPW) et de Vlaamse Waterweg ( DVW), Waterwegen en Zeekanal (Flandres) .Chevalier de la Légion d'Honneur en 2011, Président de ATIL Europe depuis juillet 2022 (Aménagement, Transport, Industrie et Logistique)

Conseiller technique du collectif « Energie et environnement en débat dans l'Aisne et la Marne (EEDAM) depuis l'été 2022, il a contribué début 2023 à la création du collectif interrégional « Energies territoriales du Nord-Est de la France dont il est le coordonnateur technique, puis en mai 2024 à la création du Réseau Energies Terre&Mer (RETM) dont il est le porte-parole ([www.retm.fr](http://www.retm.fr)). Il s'est engagé dans le monde associatif dès 2001.

## Jacky Desbrosse



Jacky Desbrosse est conseiller régional du Grand Est. Il exerce les fonctions de vice-président de la commission Environnement et dispose d'une délégation spécifique consacrée aux haies. Parallèlement à son mandat, il préside la Fédération départementale des chasseurs de la Marne ainsi que la Fédération régionale des chasseurs du Grand Est, où il défend une approche conciliant préservation des paysages, valorisation de la biodiversité et gestion durable des espèces.

## Stéphane Dubois



Stéphane Dubois est un militant engagé de longue date dans la défense de l'environnement, président du collectif Environnement Champenois En Péril (ECEP51). Il se mobilise avec détermination contre l'implantation massive d'infrastructures industrielles, notamment les parcs éoliens, dans le sud-ouest marnais. À travers des actions de sensibilisation, des interventions dans les enquêtes publiques, des démarches juridiques et des contributions médiatiques, il dénonce les effets néfastes sur la santé, la biodiversité, le paysage et l'immobilier. Il appelle à une approche plus raisonnée, privilégiant la frugalité énergétique et la préservation des territoires pour les générations à venir.

## Isabelle Jacono



Après des études supérieures de mathématiques puis d'architecture, Isabelle JACONO exerce d'abord en libéral en France, puis en Afrique et en Polynésie. A son retour elle crée sa propre société.

Lors de ses séjours à l'étranger, elle constate les dommages, souvent irréversibles, causés par un développement mal maîtrisé et une exploitation anarchique des ressources naturelles.

Devant l'absence d'alors, de prise en compte des enjeux environnementaux, elle s'engage dans le développement durable, d'abord par la conduite d'associations, et comme élue locale.

En 2003, elle fonde FRANCE ECOLOGIE qui réunit des responsables écologistes voulant rompre avec le dogmatisme préconisant trop souvent des solutions aussi irréalistes qu'inapplicables. Elle initie des débats dans des lieux institutionnels, pour encourager le dialogue et les échanges d'informations entre les décideurs politiques, les acteurs économiques et la société civile.

Aujourd'hui, devant une écologie "Verte" punitive, dogmatique et extrémiste, Isabelle Jacono est convaincue qu'enfin est arrivée l'ère de l'écologie pragmatique et efficace, donnant une place fondamentale à l'innovation, aux vraies énergies décarbonées, pour répondre aux défis environnementaux, créer de nouveaux emplois, économiser les ressources non renouvelables, et assurer le bien-être de tous.

## Alexandre Jardin



Ecrivain, cinéaste, Alexandre Jardin est président de l'association les #gueux qui a permis l'annulation des ZFE et qui continue le combat pour d'autres causes (DPE, Programmation Pluriannuelle de l'Énergie...) pour arrêter le délire normatif qui sort du marché des millions de logements ou stopper la PPE qui, si elle est appliquée, doublera les factures d'électricité.

Plusieurs de ses romans sont adaptés au cinéma, tel que « Le Zèbre » (mis en scène par Jean Poiret) qui reçut également le Prix Fémina en 1988 ou encore « Fanfan » qu'il réalisera lui-même en 1993.

Parrain de nombreuses associations, il est aussi co-fondateur de Lire et Faire Lire (19 000 retraités qui font lire chaque année 650 000 enfants des écoles primaires et maternelles des 100 départements), puis de [www.bleublanczèbre.fr](http://www.bleublanczèbre.fr). Avec cette plateforme d'action, l'écrivain fédère autour de lui des « Faizeux » : 300 acteurs majeurs d'une révolution positive (et contagieuse !).

En 2016, il crée la [www.lamaisondescitoyens.fr](http://www.lamaisondescitoyens.fr), un mouvement citoyen destiné à faire peser toutes celles et ceux qui ne comptent pas pour qu'ils comptent : les 1+1+1 ! Un mouvement qui fait sa part pour que les Français réparent eux-mêmes le pays. En 2017, il fut candidat à l'élection présidentielle au nom du mouvement Les Citoyens.

## Véronique Le Floch

Véronique Le Floch a été élue présidente de la Coordination Rurale le 7 décembre 2022, succédant à Bernard Lannes. Engagement syndical : Elle milite pour une agriculture indépendante, viable et vivable, et défend les intérêts des agriculteurs face aux grandes structures économiques et politiques. Vie agricole Exploitante bio : Elle est productrice de lait et de vaches allaitantes en agriculture biologique à Elliant, dans le Finistère.



Objectif syndical : Elle souhaite « maintenir le maximum d'exploitations » et rendre les agriculteurs maîtres de leur destin

## Hervé Lapie



Secrétaire général adjoint de la FNSEA, président de la FDSEA de la Marne, Hervé Lapie est agriculteur (135 hectares) et éleveur de porcs (naisseur-engraisseur) à la Cheppe, près de Châlons-en-Champagne.

Engagé de longue date dans le syndicalisme agricole, il préside la FDSEA de la Marne et a dirigé la FRSEA Grand Est jusqu'en 2023. Il occupe aujourd'hui la fonction de secrétaire général adjoint de la FNSEA, où il défend les intérêts du monde agricole au niveau national.

Partisan d'une agriculture innovante et durable, il préside également l'association Contrat de Solutions, qui fédère 44 partenaires autour d'alternatives aux produits phytosanitaires. Régulièrement sollicité dans les médias et les instances publiques, Hervé Lapie plaide pour la souveraineté alimentaire, la reconnaissance du rôle des agriculteurs et la transmission d'exploitations viables et compétitives aux générations futures.

## Béatrice Moreau



Vice-Présidente du Conseil Régional Grand-Est, Délégation Agriculture, viticulture et forêt, Groupe de la Majorité Régionale - Les Républicains, Centristes et Indépendants, Département de la Marne

Béatrice Moreau est exploitante agricole à Marson, près de Châlons-en-Champagne. Elle y a repris l'activité familiale en 2001, 107 hectares de grande culture (betteraves sucrières, céréales, colza, luzerne...). Béatrice Moreau a été présidente de la Chambre d'agriculture, secrétaire générale de la FDSEA de la Marne et présidente du fonds de formation Vivea Grand Est.

## Xavier Moréno



Président fondateur du Cercle d'Étude Réalités Écologiques et Mix Énergétique (CéréMé).

Diplômé de l'École Polytechnique et Sciences Po Paris et ancien élève de l'ENA, Xavier Moreno a commencé sa carrière au ministère des finances. Après plusieurs années chez Sanofi, en tant que responsable de la division Agro-Vet et membre du comité exécutif, il rejoint Suez en tant que vice-président directeur, puis cofonde la société d'investissement Astorg

## Les organisations

- **Le collectif Environnement Champenois En Péril (ECEP51)** a été créé en 2021. Il réunit 18 associations et a pour but de protéger la Champagne, ses atouts en matière de tourisme, la conservation de son patrimoine, la sauvegarde de ses paysages et de sa biodiversité. Il s'agit de lutter contre la multiplication non maîtrisée d'installations industrielles, en particulier de parcs éoliens qui envahissent, voire encerclent de très nombreux villages qui seraient installés à leur proximité, au mépris de la qualité de vie et de la santé de ses habitants et ce dans le seul but de satisfaire l'appétit financier d'un nombre limité de porteurs de projets et d'individualités.
- **ENERGIE et ENVIRONNEMENT en débat dans l' AISNE et la MARNE (EEDAM)** a été créé en 2022 à la suite de nombreux projets éoliens et solaires dans le sud de l'Aisne afin de développer le dialogue avec les maires et promouvoir des solutions alternatives (Enr thermiques). Membre fondateur en mars 2023 du collectif interrégional ETNEF (Hauts de France/Grand Est/Bourgogne Franche-Comté), puis du Réseau Energies Terre&Mer en mai 2024. Ses membres ont contribué depuis mi 2022 aux différentes consultations et débats publics lancés par le Gouvernement sur les enjeux du futur mix énergétique en apportant des compétences fortes sur la compréhension des enjeux locaux, régionaux et nationaux et la recherche de solutions énergétiques et environnementales alternatives, et notamment en 2024 lors de la consultation sur le décret agrivoltaïsme, le débat public « La mer en débat » puis la consultation sur la programmation pluriannuelle de l'Energie.
- **Courville Patrimoine** est une association créée en 2002 par des habitants de la commune de Courville, dans la Marne (51), soucieux de préserver et de mettre en valeur le patrimoine de leur village. En plus d'un site naturel remarquable par sa faune, sa flore (Courville est érigé dans une courbe de la vallée de l'Ardre, vallée qui se trouve pour moitié dans le parc régional de la Montagne de Reims), ce village possède une église unique dans la région.
- **L'association Orient Sud Environnement** a pour but de lutter contre les différents projets d'implantation d'éoliennes aux abords du parc de la Forêt d'Orient. En utilisant tous les moyens légaux disponibles, cette association cherche à s'opposer à tous ces projets, dont l'impact est toujours négatif.
- **Réseau Énergies Terre & Mer (RETM)** est un collectif national créé en mai 2024 pour lutter contre l'augmentation du coût de l'électricité et mutualiser les compétences aux différentes échelles, notamment départementales. Il réunit plusieurs centaines d'associations dont les adhérents sont engagés depuis des années pour protéger l'environnement, les activités économiques de la terre et de la mer et le patrimoine sur le littoral comme au sein des territoires ruraux, face aux risques des projets éoliens terrestres, en mer et des champs photovoltaïques au sol. Il promeut auprès des élus locaux, du parlement et du gouvernement une approche rationnelle des choix énergétiques, et notamment le développement des énergies thermiques renouvelables : maîtriser le coût de l'électricité, augmenter notre souveraineté énergétique et réindustrialiser la France en lien avec les acteurs du territoire.
- **Le collectif Vent des maires**, créé en 2021, défend la place des communes dans les décisions relatives aux projets éoliens. Il s'oppose à ce que ceux-ci soient imposés sans réelle concertation et plaide pour que les maires disposent d'un véritable droit de décision. Indépendant et non partisan, il rassemble aujourd'hui plus d'un millier d'adhérents, dont plus de 500 maires. Son action vise à promouvoir une approche équilibrée du développement énergétique, respectueuse de la démocratie locale, des paysages et de la qualité de vie des habitants.